



46. EUCOCO

Parlamentarisches Fachgespräch

Inter-parliamentary Conference

Deutscher Bundestag 2. Dezember 2022

Déclaration finale de la Conférence interparlementaire tenue à Berlin le 2 décembre 2022

Nous, parlementaires en faveur de l'autodétermination pour l'indépendance du Sahara Occidental, réunis au Bundestag à l'occasion de la 46^{ÈME} EUCOCO, organisée à Berlin, exprimons notre remerciement au gouvernement allemand d'avoir permis une telle rencontre dans de bonnes conditions.

Nous remercions aussi les organisateurs et les participants à la Conférence de l'EUCOCO, et nous tenons à exprimer notre satisfaction de voir l'élan de solidarité autour du peuple sahraoui grandir année après année grâce, entre autres, à ce vaste mouvement de solidarité internationale qui n'a cessé de réclamer justice pour le peuple sahraoui.

En parallèle, nous exprimons notre profonde préoccupation à l'égard de l'ONU qui n'a toujours pas été à la hauteur d'organiser le référendum, malgré sa présence dans le territoire depuis plus de trente ans.

En tant que représentants du peuple, nous dénonçons une telle situation qui non seulement porte préjudice au peuple sahraoui, mais fragilise également le Droit International et complique, par voie de conséquence, la résistance d'autres peuples qui luttent contre l'occupation étrangère, en ayant fait primer le droit de la force sur la force du droit.

Nous demandons, dès lors, à l'ONU d'assumer sans plus tarder ses responsabilités en organisant ce référendum tant promis, mais jamais réalisé, et de permettre au peuple sahraoui de décider librement de son destin et de celui de son pays.

La situation des droits humains dans les territoires occupés est désastreuse et les violations les plus graves sont commises systématiquement et méthodiquement par la force d'occupation, parfois au vu et au su de la MINURSO sans que celle-ci puisse agir. Nous dénonçons une telle situation, et nous demandons que la MINURSO soit mandatée pour surveiller la situation des droits de l'homme et protéger les civils sahraouis sans défense.

Nous dénonçons avec force la volte-face du gouvernement espagnol qui a décidé de soutenir, illégalement et immoralement, le projet colonialiste marocain d'autonomie et l'appelons à revenir à la légalité internationale en dénonçant les accords de Madrid et en assumant sa responsabilité dans le parachèvement de la décolonisation du Sahara Occidental.

Nous dénonçons aussi le rôle néfaste de la France qui n'a cessé de soutenir le Maroc et de l'encourager dans son entreprise colonialiste. Ce pays doit cesser ses manœuvres au sein du Conseil de Sécurité dans le but de torpiller le processus de paix et de consolider l'occupation coloniale au Sahara occidental.

Nous appelons le gouvernement allemand à agir pour accélérer le processus de paix et de jouer un rôle qui permette d'en finir avec ce colonialisme abject que certains cherchent à normaliser, voire légaliser avec une légèreté coupable, sans tenir compte des conséquences désastreuses qui peuvent en découler.

Nous soulignons avec satisfaction les victoires juridiques récentes en faveur de la cause sahraouie au niveau de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, au niveau de la Cour de Justice de l'Union Européenne qui viennent renforcer l'arrêt de la Cour Internationale de Justice de la Haye et nous dénonçons les pays de l'UE qui ont fait recours de la décision de la CJUE. Nous leur demandons de cesser de s'associer avec l'occupant marocain dans le pillage des ressources sahraouies. Une telle association fragilise les efforts consentis pour la paix, renforce l'occupation marocaine et prolonge le drame du peuple sahraoui.



Parlamentarisches Fachgespräch

Inter-parliamentary Conference

Deutscher Bundestag 2. Dezember 2022

Nous rendons hommage à la résistance héroïque du peuple sahraoui qui lutte pour arracher son droit inaliénable à vivre en paix, libre et indépendant dans son pays.

Conscients de l'importance de l'action parlementaire, nous avons décidé de soutenir et de renforcer le réseau interparlementaire pour le Sahara Occidental (RIPSO) et nous avons décidé de tenir sa prochaine réunion en Algérie, un pays qui n'a cessé de soutenir le droit du peuple sahraoui et protéger les réfugiés.

Nous appelons nos collègues parlementaires du monde entier à nous rejoindre dans notre lutte en faveur du droit du peuple Sahraoui à l'autodétermination pour l'indépendance.

Berlin, 2 décembre 2022